

# GUINÉE ÉQUATORIALE



## Caractéristiques géographiques

Langues officielles : espagnol, portugais et français  
Superficie : 28 050 km<sup>2</sup>  
Population : 1,4 million d'habitants

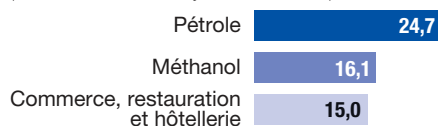
Densité : 48,3 habitants/km<sup>2</sup>  
Taux de croissance démographique : 3,5 %  
Part de la population urbaine : 72,6 %

## Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 178<sup>e</sup>/190  
Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 145<sup>e</sup>/189  
Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2019) : nd  
Indice compétitivité-prix (Ferdinand, 2018) : 41/100  
Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire supérieur  
Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 5,6 (4,3 pour l'ASS <sup>1</sup>)  
PIB par habitant (2019) : 8 131,9 dollars  
Taux de croissance (2019) : - 4,5 %  
Inflation (2019) : 1,2 %  
PIB (2019) : 6 728 milliards de francs CFA

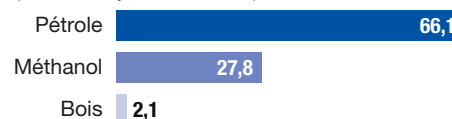
### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)



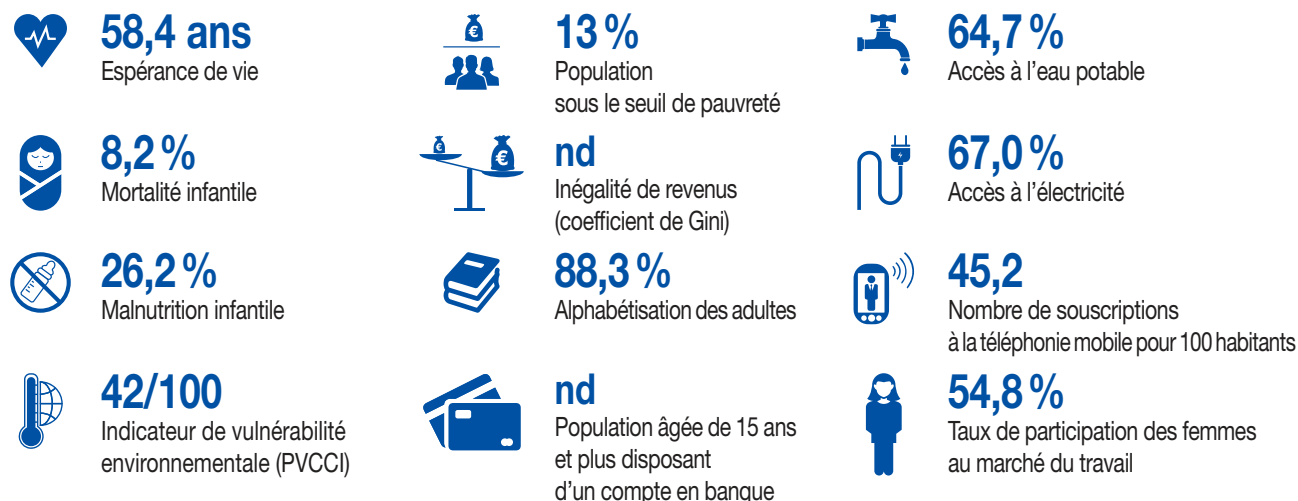
### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)



nd : non disponible.  
1 Afrique subsaharienne.

## Développement humain et infrastructures



nd : non disponible.  
Sources et métadonnées.

## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le service Afrique et Développement de la Banque de France. Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



## Faits saillants

- **Affectée par la baisse tendancielle de la production d'hydrocarbures, l'économie équato-guinéenne est en récession depuis 2014.** La contraction de 4,5% de l'activité enregistrée en 2019 s'accroîtrait en 2020, à 7,4%, en raison de la récession économique mondiale, qui a fortement affecté le secteur des hydrocarbures.
- **En décembre 2019, le Fonds monétaire international (FMI) a mis en place un programme triennal au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en appui à la Guinée équatoriale,** après validation de la deuxième revue du programme de référence conclu en 2018. Le programme n'a toutefois pas fait l'objet de revues en 2020.
- **Les principaux enjeux de développement du pays sont liés à la diversification des activités économiques,** notamment en faveur de l'extraction minière et de la pêche. Le renforcement du capital humain, qui apparaît faible au regard du revenu par tête du pays, est également essentiel afin de favoriser une croissance plus inclusive et atteindre les objectifs de développement humain.
- **Président de la République depuis 1979, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a été réélu en avril 2016** pour un cinquième mandat de sept ans.

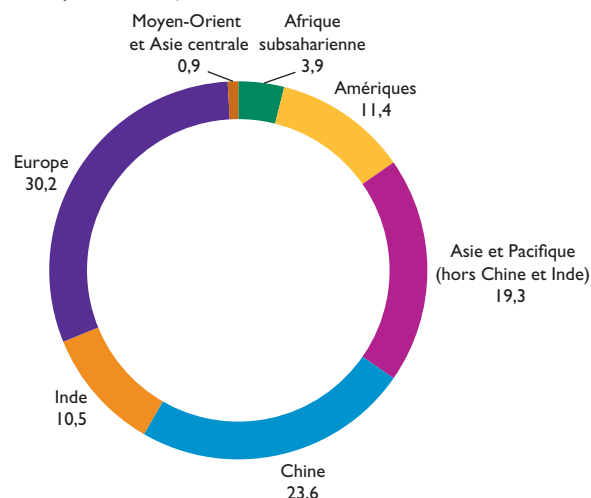
## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Guinée équatoriale est très peu diversifiée et fortement dépendante de la production d'hydrocarbures (pétrole, méthanol et autres gaz). Cette dernière a représenté 37,4% du PIB et 64,1% des exportations en moyenne sur la période 2016-2019. La production pétrolière a connu une forte contraction, de 12,1 millions de tonnes en 2015 à 7,2 millions de tonnes en 2019, en raison de l'arrivée à maturité de plusieurs champs et de la chute des cours survenue depuis 2014. Plus fluctuante ces dernières années, la production de méthanol a également sensiblement diminué depuis le pic de 2017.

Alors que la part des secteurs primaire et secondaire dans le PIB diminue (à 25% et 22% respectivement), le poids du secteur tertiaire augmente, atteignant 53%

### Destinations des exportations de la Guinée équatoriale (2014-2018)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

### Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Guinée équatoriale

	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Pétrole brut</b>					
Production (en millions de tonnes)	12,06	10,16	8,69	7,88	7,19
Production (en milliers de barils par jour)	242,33	204,24	174,60	158,49	144,51
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	203,82	169,76	208,89	262,86	247,56
Prix du baril de pétrole équato-guinéen (en dollars)	46,99	39,04	49,01	64,53	57,59
<b>Méthanol et autres gaz</b>					
Exportations (en milliers de tonnes)	5 627,19	6 026,99	6 492,01	5 724,77	4 962,42
<b>Bois</b>					
Production de grumes (en milliers de m <sup>3</sup> )	561,38	652,16	527,18	336,73	59,94
Exportations de grumes, sciages et dérivés (en milliers de m <sup>3</sup> )	394,84	645,68	659,29	755,64	358,93
Prix à l'exportation des grumes (en milliers de francs CFA par m <sup>3</sup> )	272,35	52,72	95,47	57,83	183,66

Sources : BEAC et administrations nationales.



en 2019. L'agriculture occupe toutefois une place essentielle dans l'emploi et donc dans la formation du revenu d'une part importante de la population. Les services sont tirés par les activités de commerce, de restauration et d'hôtellerie ainsi que par les transports et télécommunications. Si les exportations d'hydrocarbures permettent de dégager un excédent dans la balance des biens, la balance des services et la balance courante sont structurellement déficitaires.

**La Guinée équatoriale connaît, à l'instar des autres pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), une inflation relativement faible par rapport au reste de l'Afrique subsaharienne (ASS), principalement en raison de l'ancrage du franc CFA sur l'euro.** Dans un contexte économique par ailleurs récessif, l'inflation s'est ainsi établie à 1,1 % en moyenne annuelle entre 2017 et 2019.

**Les ressources de l'État dépendent avant tout des recettes d'hydrocarbures qui, en 2019, représentaient plus de 79 % des recettes budgétaires totales.** Leur net recul depuis 2013, de 2 447 milliards de francs CFA à 984 milliards en 2019, fragilise la situation des finances publiques, d'autant que la mobilisation des recettes non pétrolières demeure particulièrement faible (environ 3,5 % du PIB). Il a en outre contribué à une forte poussée de la dette publique, de 31,4 % du PIB en 2014 à 51,3 % en 2016. Les efforts de consolidation budgétaire ont permis depuis lors une réduction du poids de la dette (45,0 % du PIB en 2019), qui reste fortement tributaire de chocs exogènes, tels que la volatilité des prix des hydrocarbures ou l'occurrence de désastres naturels.

**La taille et l'activité du secteur bancaire demeurent restreintes, le volume des crédits bruts ne représentant que 14,0 % du PIB en 2019 (contre 45,3 % en 2019 en ASS<sup>1</sup>).** La récession économique s'est accompagnée d'une contraction des bilans bancaires, de 7,3 % sur la période 2017-2019, ainsi que d'une dégradation de la qualité du crédit. Les créances en souffrance brutes ont ainsi progressé de 21,7 points de pourcentage sur cette période, pour s'établir à 49,5 %. Le secteur se caractérise par sa forte concentration (cinq établissements de crédit, dont un public, et quatre institutions de microfinance) et une inclusion financière limitée, la distribution de crédit

étant principalement concentrée sur les moyennes et les grandes entreprises.

**Les indicateurs de développement humain paraissent faibles au regard du revenu national.** Pays à revenu intermédiaire supérieur (avec un PIB par habitant de 8 132 dollars en 2018), la Guinée équatoriale affichait en 2019 un indice de développement humain (IDH) la plaçant au 145<sup>e</sup> rang sur 189 pays, reflétant, selon le Fonds monétaire international (FMI), d'importantes inégalités de revenus et une insuffisance des dépenses sociales. L'espérance de vie demeure ainsi peu élevée (autour de 58 ans), soit l'une des plus faibles de la CEMAC. L'objectif affiché par les autorités est de réorienter les dépenses publiques en faveur de ces dépenses sociales, afin de diminuer le taux de pauvreté (13 %) et favoriser le développement du capital humain.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**La récession économique s'est poursuivie en 2019 (- 4,5 %), en dépit d'importants investissements dans le secteur des hydrocarbures.** Malgré une contribution positive du secteur tertiaire (dont la valeur ajoutée a crû de 1,1 %), l'activité est restée pénalisée en 2019 par la contre-performance des secteurs primaire (- 5,5 %) et secondaire (- 9,5 %), dans le sillage de la baisse des productions de pétrole et de gaz naturel. L'inflation est demeurée faible, à 1,2 % en 2019, mais un chiffre de 3,0 % est attendu en 2020 en moyenne annuelle.

**La pandémie de Covid-19 a eu un impact limité en Guinée équatoriale :** 5 156 cas, 85 décès à début décembre 2020. Une prévalence de 370 cas pour 100 000 habitants fin 2020 est relativement faible par rapport à la moyenne mondiale (929 cas pour 100 000 habitants). Conjugué à la baisse tendancielle

### Activité économique et inflation en Guinée équatoriale

(en %)

	2017	2018	2019	2020 <sup>a)</sup>
<b>Variation annuelle du PIB</b>	- 2,1	- 3,1	- 4,5	- 7,4
<b>Inflation (en moyenne annuelle)</b>	0,8	1,3	1,2	3,0

a) Prévisions.

Source : BEAC.

<sup>1</sup> La Banque mondiale, *DataBank 2019 (créances nationales au secteur privé)*.

de la production d'hydrocarbures, l'impact international de la pandémie contribuerait à une chute marquée du PIB (- 7,4 % attendu en 2020). Cette contraction demeurerait toutefois moins forte que celle de 2015-2016, proche de - 9 %.

**Le déficit des transactions courantes s'est en partie résorbé en 2019, à 5,7 % du PIB, après 6,9 % en 2018.** Cette amélioration provient avant tout d'un recul des importations de biens et services, notamment lié à la baisse des investissements publics, dont le contenu en importations est élevé. L'anémie des autres investissements (hors investissements directs et de portefeuille) s'est traduite par un déficit global de la balance des paiements correspondant à 2,4 % du PIB, contre un excédent de 0,4 % en 2018. En 2020, le creusement anticipé du déficit des transactions courantes (à 9,6 % selon le FMI, *Perspectives économiques mondiales*, octobre 2020) proviendrait essentiellement de la chute des prix du pétrole (avec une moyenne de 40 dollars le baril en 2020, le plus bas niveau depuis 2008), qui accentue le recul tendanciel des volumes exportés. Le tourisme d'affaires et les conférences internationales ont également été très affectés par les mesures de distanciation physique et l'arrêt du transport aérien.

**La crise remettrait en cause la consolidation progressive de l'exécution budgétaire engagée depuis 2015.** En 2019, le solde budgétaire base engagements (dons compris), déficitaire de plus de 12 % du PIB en 2015, est devenu excédentaire, à 1,8 % du PIB, malgré une baisse des recettes budgétaires (- 14,2 %) due au déclin du secteur des hydrocarbures. Cette consolidation provient essentiellement d'une baisse significative des investissements publics (- 49 %). Les dépenses courantes ont également été maîtrisées, la hausse des intérêts (+ 20,6 % en 2019) et le dynamisme de la masse salariale (+ 8,2 % en 2019) ayant été compensés par une baisse des autres dépenses courantes (transferts, subventions, etc.).

**En 2020, les effets récessifs de la crise de la Covid-19, notamment sur le secteur des hydrocarbures, déboucheraient sur un déficit public de 4 % selon le FMI.** Outre la baisse des recettes budgétaires

engendrée par les effets de la crise sur le secteur des hydrocarbures, les dépenses publiques devraient augmenter significativement sous l'effet de charges publiques nécessaires pour faire face à la crise de la Covid-19 : un fonds spécial d'urgence doté de 8 millions de dollars, un soutien financier au secteur de la santé et un plan de soutien aux populations vulnérables afin de limiter les impacts socio-économiques de la crise.

**La crise de la Covid-19 remettrait également en cause le repli de la dette publique engagé en 2016.** La dette publique s'est stabilisée à 45,0 % du PIB fin 2019, contre plus de 51 % fin 2016. La dette extérieure (9,5 % du PIB) se compose principalement de prêts bilatéraux, notamment avec la Chine. La dette intérieure, qui constitue la majeure partie de la dette publique (23 % du PIB à fin juin 2019), est pour sa part essentiellement composée d'arriérés de paiement. Dans son audit achevé en 2020, le FMI recommande le principe d'une titrisation de ces arriérés. La dégradation attendue de l'exécution budgétaire devrait entraîner en 2020 un rebond de la dette, à 51,2 % du PIB<sup>2</sup>, revenant au niveau atteint en 2016. Selon l'analyse de viabilité de la dette du FMI (décembre 2019), la dette est soutenable à moyen terme, mais la croissance rapide de l'endettement public requiert une vigilance particulière, selon l'ampleur et la durée de la crise en 2021.

**La récession économique et un climat des affaires défavorable pèsent sur le développement de l'activité bancaire.** Stable en 2018, la distribution des crédits a reculé de 14,0 % en 2019. Le taux brut des créances en souffrance a progressé de douze points en 2019 pour s'établir à un niveau exceptionnellement élevé (49,5 %), le provisionnement de ces créances apparaissant par ailleurs faible (34,1 % du total). Le secteur bancaire est notamment fragilisé par ses expositions sur les entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP), touchées par les arriérés de paiement de l'État. Le résultat consolidé du secteur est devenu négatif (- 1,7 milliard de francs CFA en 2019, après + 10,8 milliards en 2018), et les indicateurs de rentabilité se sont dégradés, le coefficient de rentabilité reculant de 3,9 % à - 0,6 % et le coefficient net d'exploitation progressant de 64,1 % à 72,0 % entre 2018 et 2019. Sur le plan prudentiel, la solidité globale du système bancaire a été affectée, d'une part, par l'entrée en vigueur des normes inspirées de Bâle 3, induisant une comptabilisation plus restrictive des fonds propres, et, d'autre part, par d'importantes corrections sur le niveau de provisionnement du risque

2 FMI (2020), *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique Subsaharienne*, octobre.

de crédit porté par plusieurs établissements. Le niveau général des fonds propres du secteur bancaire passant au-dessous de zéro, le ratio de couverture des risques par les fonds propres est lui-même ressorti négatif, à hauteur de - 22,0% en 2019 – pour une exigence prudentielle communautaire de 8%.

**Un programme triennal, avec financement dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) du FMI, a été approuvé en décembre 2019, pour un montant de 283 millions de dollars.** Cet accord fait suite au programme de référence (sans financement), mis en place en mai 2018, qui est allé de pair avec des mesures de consolidation budgétaire et d'amélioration du climat des affaires. La Guinée équatoriale a notamment ratifié la convention des Nations unies contre la corruption, commandé un audit des comptes des sociétés pétrolières d'État et des arriérés de paiement intérieurs, et posé sa candidature à l'Initiative de transparence des industries extractives (ITIE). L'objectif central poursuivi par les autorités est d'amorcer une relance durable et inclusive de l'activité économique. Le programme n'a toutefois pas fait l'objet de revues en 2020.

## ENJEUX ET DÉFIS

**Les conditions de la sortie de crise de la Covid-19 constituent le principal enjeu de court terme.** La crise s'est en effet traduite par une accélération de la baisse du PIB (- 7,4 % anticipé), ininterrompue depuis 2012, ce qui ramènerait le PIB par tête à son niveau de 2004. Les populations pauvres sont particulièrement vulnérables à cette baisse du revenu par tête moyen, notamment en matière de sécurité alimentaire. Compte tenu des incertitudes qui entourent la progression de la pandémie en Afrique, les autorités continueraient, en 2021, de faire face à un défi principal : concilier la priorité donnée aux dépenses sanitaires et de soutien aux populations vulnérables, les objectifs de diversification économique à moyen terme et la nécessité d'une maîtrise des déficits publics et de la croissance de la dette publique, notamment exprimés dans le programme lancé en décembre 2019 avec le soutien du FMI.

**Les perspectives du secteur des hydrocarbures restent incertaines.** Les réserves de pétrole de la Guinée équatoriale, estimées à 100 millions de tonnes fin 2019 (selon la société BP), devraient être

épuisées à l'horizon 2034, au rythme de production actuel. Les initiatives de prospection, encouragées par le Gouvernement, pourraient toutefois ralentir ce déclin. Le dernier appel international à propositions en date, *EG 2019 Oil & Gas Licensing Round*, a entraîné la signature de contrats sur neuf blocs d'exploration/développement pétroliers et gaziers. Le pays peut par ailleurs s'appuyer sur les infrastructures existantes du site de pointe Europa, sur l'île de Bioko pour développer l'exploitation de ses ressources en gaz : une usine de traitement du gaz de pétrole, Alba Plant LLC, et une usine de production de gaz naturel liquéfié, EG LNG. La société Noble Energy (rachetée par Chevron en 2020) exploitera les réserves de gaz du champ de Yoyo-Yolanda, partagées entre la Guinée équatoriale et le Cameroun.

**L'affaiblissement de la production pétrolière rend d'autant plus nécessaire la diversification de l'économie.** La première phase du plan « Horizon 2020 », lancé en 2008, a permis la mise en place d'infrastructures dans les secteurs du transport, des télécommunications, ainsi que de l'hôtellerie. Mis à jour depuis 2018, ce plan met dorénavant l'accent sur le développement de l'agriculture, de la pêche, du tourisme et des nouvelles technologies. En juillet 2020, la Guinée équatoriale a lancé son Plan national d'investissement REDD+ dans le cadre de son Plan national pour le développement durable 2020-2035. Ce dernier réoriente le modèle de développement du pays vers une voie conciliant économie et conservation des ressources naturelles. Il vise la préservation des forêts, l'action pour le climat et la diversification économique, et inclut des projets portant sur l'agriculture, l'exploitation minière et l'amélioration de la gouvernance. Comme le note le FMI en décembre 2019, les autorités ont mis en place une stratégie visant à combattre la corruption et accroître la transparence au cours des prochaines années.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**S'agissant du secteur des hydrocarbures, d'importants projets d'infrastructures et d'exploration de nouveaux gisements ont été mis en œuvre dans le cadre de la stratégie de « méga-hub gazier ».** Le développement d'un *hub gazier offshore*, sur le champ Alen, qui approvisionnera le Nigéria, le Cameroun et la Guinée équatoriale, se poursuit, et entrera en production en 2021. Il sera exploité par Noble Energy

et viendra alimenter les usines de traitement de Punta de Europa. Des rénovations du gisement pétrolier Zafiro ont été effectuées en 2020 (Exxon Mobil) tandis qu'un nouveau gisement de pétrole a été découvert en août 2019 (Noble Energy). Les autres projets clés dans le cadre de l'Année de l'investissement 2020 comprennent, entre autres, une raffinerie modulaire pour l'approvisionnement domestique, une autre pour l'exportation, et des réservoirs de stockage pour les produits raffinés.

**Enfin, l'exploitation des ressources minières du pays, peu explorées à ce jour, constitue l'une des priorités du programme de diversification économique du pays. le Gouvernement a lancé un premier appel d'offres minier en février 2019, dans le cadre de l'EG Round 2019.** En janvier 2020, il a octroyé à cinq sociétés des licences d'exploration minière de quinze blocs de gisements potentiels. En mai 2020, il a signé cinq contrats miniers avec trois sociétés différentes, notamment des contrats d'exploitation aurifère. Une zone minière industrielle avec une raffinerie d'or fait aussi partie des projets promus en 2020. Une révision du Code minier a par ailleurs été adoptée en 2020. Enfin, le géant russe Rosgeo va réaliser une cartographie géologique

du Rio Muni, une région riche en diamants, en or, en bauxite et en minerai de fer.

**Plusieurs projets de développement visent à mieux valoriser l'important domaine maritime du pays, notamment en développant les chaînes de valeur dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.**

La Guinée équatoriale est entourée d'un vaste espace maritime, avec 644 km de côtes et 314 000 km<sup>2</sup> de zone économique exclusive. La production (5 000 tonnes de poissons par an) demeure toutefois inférieure au potentiel du pays (plus de 70 000 tonnes) et insuffisante pour assurer sa sécurité alimentaire. Un programme d'appui financé par la Banque africaine de développement (BAfD), d'un montant de 70 millions d'euros, vise par exemple à améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie des populations. Plus spécifiquement, il a pour objectif d'accroître et améliorer la production de poissons grâce à un développement durable de l'aquaculture, de la pêche artisanale et de la pêche industrielle. Il a également pour but de renforcer les infrastructures d'eau potable et d'assainissement, ce qui permettra à terme d'assurer un meilleur approvisionnement du marché local en poissons, de réduire les importations et d'accroître les exportations vers les pays de la sous-région.



## ANNEXE

### Guinée équatoriale – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF); taux et variations en %)

	2016	2017	2018	2019
<b>Ressources</b>	<b>8 681,5</b>	<b>9 002,4</b>	<b>9 899,2</b>	<b>8 970,6</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>5 914,1</b>	<b>6 473,4</b>	<b>7 011,7</b>	<b>6 727,7</b>
<i>dont secteur pétrolier</i>	2 159,3	2 475,8	2 795,6	2 352,6
<b>Importations de biens et services</b>	<b>2 767,4</b>	<b>2 529,0</b>	<b>2 887,5</b>	<b>2 242,8</b>
Biens	1 887,3	1 650,2	1 714,7	1 338,0
Services	880,1	878,8	1 172,8	904,8
<b>Emplois</b>	<b>8 681,5</b>	<b>9 002,4</b>	<b>9 899,2</b>	<b>8 970,6</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>4 444,0</b>	<b>3 971,4</b>	<b>4 445,6</b>	<b>4 357,0</b>
Publique	1 505,0	1 599,1	1 698,7	1 800,8
Privée	2 939,0	2 372,3	2 746,9	2 556,2
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>1 669,1</b>	<b>2 059,7</b>	<b>2 062,0</b>	<b>1 768,7</b>
Publique	934,8	554,6	573,3	293,6
Privée	734,1	1 505,0	1 488,5	1 474,9
<i>dont secteur pétrolier</i>	65,6	665,5	603,1	556,1
Variations de stocks	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>2 568,4</b>	<b>2 971,2</b>	<b>3 391,6</b>	<b>2 844,9</b>
Biens	2 453,0	2 893,1	3 302,1	2 754,1
Services	115,4	78,2	89,5	90,8
Épargne intérieure brute	1 470,1	2 502,0	2 566,1	2 370,7
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 199,0	442,2	504,1	602,1
<b>Revenus des facteurs</b>	<b>1 247,5</b>	<b>489,1</b>	<b>526,2</b>	<b>504,6</b>
Épargne intérieure nette	2 717,6	2 991,0	3 092,3	2 875,3
<b>Taux d'investissement (en% du PIB)</b>	<b>28,2</b>	<b>31,8</b>	<b>29,4</b>	<b>26,3</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	- 9,5	- 2,1	- 3,1	- 4,5
Déflateur du PIB	- 5,7	11,8	11,7	0,5
Prix à la consommation, en moyenne	1,4	0,8	1,3	1,2

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

## Guinée équatoriale – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
<b>Recettes totales</b>	<b>1 129,1</b>	<b>1 205,2</b>	<b>1 446,5</b>	<b>1 240,5</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>1 129,1</b>	<b>1 205,2</b>	<b>1 446,5</b>	<b>1 240,5</b>
Recettes pétrolières	812,2	955,0	1 178,1	983,7
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	<i>176,4</i>	<i>225,9</i>	<i>246,5</i>	<i>373,7</i>
Recettes non pétrolières	316,9	250,3	268,4	256,8
<i>dont recettes non fiscales</i>	<i>102,4</i>	<i>103,0</i>	<i>97,6</i>	<i>80,2</i>
<b>Dons extérieurs</b> (dont annulations PPTE et IADM)	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>1 877,8</b>	<b>1 387,9</b>	<b>1 438,9</b>	<b>1 118,4</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>713,8</b>	<b>732,4</b>	<b>761,3</b>	<b>771,4</b>
Salaires	138,9	143,1	175,6	189,9
Intérêts	52,1	30,0	47,6	57,4
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>33,7</i>	<i>16,2</i>	<i>25,2</i>	<i>29,0</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>18,4</i>	<i>13,8</i>	<i>22,3</i>	<i>28,4</i>
Autres dépenses courantes	522,7	559,3	538,1	524,1
<b>Dépenses en capital</b>	<b>1 164,1</b>	<b>655,5</b>	<b>677,7</b>	<b>347,0</b>
Dépenses budgétaires	1 164,1	655,5	677,7	347,0
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Dépenses de restructuration</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde primaire</b> (hors dons) <sup>a)</sup>	<b>- 730,3</b>	<b>- 168,9</b>	<b>29,9</b>	<b>150,6</b>
<b>Solde base engagements</b> (dons compris) <sup>b)</sup>	<b>- 748,7</b>	<b>- 182,7</b>	<b>7,6</b>	<b>122,2</b>
<b>Arriérés</b>	<b>200,0</b>	<b>- 165,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 112,0</b>
Arriérés intérieurs	200,0	- 165,0	0,0	- 156,0
Arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	44,0
<b>Solde base caisse</b> <sup>c)</sup>	<b>- 548,7</b>	<b>- 347,7</b>	<b>7,6</b>	<b>10,2</b>
<b>Financement</b>	<b>548,7</b>	<b>347,7</b>	<b>- 7,6</b>	<b>- 10,2</b>
<b>Financement intérieur</b>	<b>292,5</b>	<b>258,1</b>	<b>- 71,5</b>	<b>109,8</b>
Bancaire	209,4	- 170,5	49,8	343,0
Non bancaire	83,1	428,5	- 121,3	- 233,1
<b>Financement extérieur</b>	<b>256,2</b>	<b>89,6</b>	<b>64,0</b>	<b>- 120,0</b>
Tirages sur emprunts	340,8	165,8	141,9	0,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 84,6	- 76,2	- 78,0	- 120,0
Réaménagement de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	19,1	18,6	20,6	18,4
Recettes pétrolières	13,7	14,8	16,8	14,6
Dépenses courantes	12,1	11,3	10,9	11,5
Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup>	- 12,7	- 2,8	0,1	1,8
Dette publique	51,3	48,7	45,2	45,0

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur la dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

## Guinée équatoriale – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 1 649,5</b>	<b>- 482,5</b>	<b>- 482,6</b>	<b>- 381,0</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>- 199,0</b>	<b>442,2</b>	<b>504,1</b>	<b>602,1</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>565,7</b>	<b>1 242,8</b>	<b>1 587,4</b>	<b>1 416,1</b>
Exportations de biens FOB	2 453,0	2 893,1	3 302,1	2 754,1
dont : pétrole	1 724,9	1 738,0	2 068,9	1 775,7
méthanol et autres gaz	664,1	880,2	976,7	799,0
bois	34,0	62,9	43,7	65,9
Importations de biens CAF	- 1 226,7	- 1 947,2	- 2 023,3	- 1 572,7
Importations de biens FOB	- 1 887,3	- 1 650,2	- 1 714,7	- 1 338,0
dont : construction	- 761,2	- 626,7	- 610,5	- 501,8
secteur commercial	- 667,0	- 639,2	- 712,6	- 461,6
secteur pétrolier	- 82,0	- 61,8	- 53,9	- 45,2
<b>Balance des services</b>	<b>- 764,6</b>	<b>- 800,6</b>	<b>- 1 083,3</b>	<b>- 814,1</b>
dont fret et assurances	- 372,5	- 293,1	- 304,7	- 236,8
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>- 1 247,5</b>	<b>- 489,1</b>	<b>- 526,2</b>	<b>- 504,6</b>
dont intérêts sur la dette	- 20,3	- 13,8	- 22,3	- 28,4
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>- 203,1</b>	<b>- 435,6</b>	<b>- 460,4</b>	<b>- 478,5</b>
Administrations publiques	5,3	0,9	0,9	0,9
Autres secteurs	- 208,4	- 436,5	- 461,4	- 479,4
<b>b - Compte de capital</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>846,9</b>	<b>561,6</b>	<b>299,2</b>	<b>43,9</b>
Investissements directs	873,0	98,9	166,1	137,0
Investissements de portefeuille	- 12,2	16,4	10,6	10,6
Autres investissements	- 13,9	446,2	122,5	- 103,7
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>44,0</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>91,0</b>	<b>- 127,4</b>	<b>213,9</b>	<b>173,9</b>
<b>e - Solde global (a + b + c + d)</b>	<b>- 711,7</b>	<b>- 48,3</b>	<b>30,4</b>	<b>- 163,1</b>
<b>Solde courant (en% du PIB)</b>	<b>- 27,9</b>	<b>- 7,5</b>	<b>- 6,9</b>	<b>- 5,7</b>
<b>Solde global (en% du PIB)</b>	<b>- 12,0</b>	<b>- 0,7</b>	<b>0,4</b>	<b>- 2,4</b>

Source : BEAC.

## Guinée équatoriale – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2016	2017	2018	2019
Court terme	987	983	1 027	765
Moyen terme	148	158	140	156
Long terme	15	25	20	23
<b>Total</b>	<b>1 150</b>	<b>1 166</b>	<b>1 188</b>	<b>943</b>

Source : BEAC.

## Guinée équatoriale – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2017	2018	2019	Passif	2017	2018	2019
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>104</b>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>Capitaux permanents</b>	<b>285</b>	<b>291</b>	<b>293</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>1 114</b>	<b>1 093</b>	<b>1 001</b>	<i>dont fonds propres</i>	270	273	286
Crédits au secteur public	42	18	26	<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>1 299</b>	<b>1 264</b>	<b>1 091</b>
<i>dont crédits à l'État</i>	22	4	16	<i>dont dépôts du secteur public</i>	260	276	216
Crédits au secteur privé	858	762	755	<i>dont dépôts du secteur privé</i>	978	925	818
Créances nettes en souffrance	208	307	330	<b>Opérations diverses</b>	<b>62</b>	<b>55</b>	<b>59</b>
Autres opérations avec la clientèle	6	7	7	<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>113</b>	<b>212</b>	<b>188</b>
<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>513</b>	<b>601</b>	<b>498</b>	Opérations de refinancement et comptes à vue avec la BEAC	90	174	106
Opérations monétaires				Autres opérations de trésorerie et interbancaires	23	38	82
et comptes à vue avec la BEAC	377	401	137				
Autres opérations de trésorerie et interbancaires	135	200	361				
<b>Autres postes de l'actif</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>33</b>				
(sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)							
<b>Total</b>	<b>1 758</b>	<b>1 822</b>	<b>1 630</b>	<b>Total</b>	<b>1 758</b>	<b>1 822</b>	<b>1 630</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Guinée équatoriale – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019
<b>I. Produits bancaires</b>	<b>143</b>	<b>138</b>	<b>130</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	8	7	10
Produits sur opérations avec la clientèle	81	71	53
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	50	56	51
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	3	4	16
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>31</b>	<b>38</b>	<b>40</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	6	7	10
Charges sur opérations avec la clientèle	8	9	9
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Charges sur opérations diverses	17	23	21
Charges sur ressources permanentes	0	0	0
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>112</b>	<b>100</b>	<b>91</b>
4. Produits accessoires nets	1	2	2
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>113</b>	<b>102</b>	<b>93</b>
6. Frais généraux	56	57	57
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	6	8	8
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>51</b>	<b>38</b>	<b>28</b>
9. Provisions nettes sur risques	27	20	21
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	0	-2	-3
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>4</b>
12. Résultat exceptionnel net	-1	-2	2
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	1	-5
14. Impôt sur les bénéfices	7	4	3
<b>15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>-2</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.



### Guinée équatoriale – Indicateurs d’activité du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
<b>Coefficient net d’exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	55,7	64,1	72,0
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	5,5	3,9	-0,6
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	13,2	10,8	-1,9
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	27,8	37,6	49,5
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	18,7	28,1	39,2
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	nd	nd	34,1

nd : non disponible.

Source : Commission bancaire de l’Afrique centrale.

### Guinée équatoriale – Indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
<b>Ratio de couverture des risques</b> (solvabilité)	31,2	29,5	-22,0
<b>Rapport de liquidité</b>	171,2	170,1	111,4

Source : Commission bancaire de l’Afrique centrale.

### Guinée équatoriale – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2017	2018	2019
Représentation du capital minimum	80	80	40
Couverture des risques	100	80	40
Limite globale de la norme de division des risques	100	80	40
Limite individuelle de la norme de division des risques	40	60	40
Couverture des immobilisations	80	80	40
Rapport de liquidité	100	100	100
Coefficient de transformation	100	60	20
Engagements aux apparentés	100	80	40
Adéquation des fonds propres	nd	nd	40

nd : non disponible.

Source : Commission bancaire de l’Afrique centrale.